

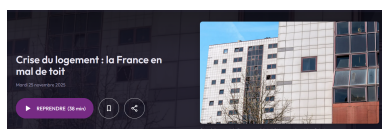
<https://pierre-alainmillet.fr/Pour-le-droit-au-logement-un-logement-digne-un-logement-de>



Elections municipales 2026, Vénissieux, 15 & 22 mars
2026

Pour le droit au logement, un logement digne, un logement de qualité pour tous

- Vie politique -



Date de mise en ligne : dimanche 30 novembre 2025

Copyright © Blog Vénissien de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Un sondage récent [1] nous dit que pour 53 % des électeurs, le logement est un enjeu important de leur vote aux élections municipales de 2026. C'est une bonne chose parce qu'en général, ce sujet est peu abordé dans les élections, même les élections nationales.

Le logement est d'abord un sujet de politique nationale, je suis souvent intervenu sur ce sujet au conseil municipal et au conseil métropolitain. Je vous propose un résumé ci-dessous à partir d'une émission de radio récente. Mais il faut savoir aussi ce qu'on peut faire localement malgré cette crise nationale du mal logement.

Voici quelques idées à discuter à Vénissieux :

- D'abord, il faut permettre à tous les demandeurs d'être reçus, accompagnés, même si on sait qu'il manque de logements, je sais d'expérience qu'il faut aider à avoir un dossier complet et à jour, à comprendre que certaines caractéristiques rendront le logement plus difficile à trouver, et donc qu'il faut décider des bons compromis entre le souhaité et le possible, qu'il faut être sûr d'avoir des documents à jour et qu'il faut discuter pour mieux connaître l'offre de logement. Dans le contexte d'un achat de logement, chacun connaît la règle, on regarde les offres et on discute du compromis entre ce qu'on veut et ce qu'on trouve. Bien sûr, c'est le prix qui fait l'arbitre. Dans le logement social, le prix joue un rôle, mais il est moins décisif, car les loyers des bailleurs sociaux sont depuis toujours encadrés fortement. Il faut donc plus d'accompagnement, d'explications, d'informations. Ce pourrait être le premier objectif à se fixer, entre villes, bailleurs et métropoles, garantir à tous les demandeurs un rendez-vous sérieux annuel pour faire le point de sa situation.
- Pour cela, il faut certainement renforcer les moyens dédiés au « service d'accueil métropolitain des demandeurs », mais la ville pourrait organiser un « forum annuel du logement », comme on le fait pour les associations ou pour l'emploi, organisé avec tous les bailleurs publics et privés, les amicales de locataires, les associations du droit au logement, et invitant tous les demandeurs pour avoir un entretien conseil sans rendez-vous. Une organisation proche de ce qu'on fait pour l'emploi. tout demandeur peut venir et s'inscrire pour un rendez-vous avec un bailleur, avec un travailleur social, avec une association.
- Pour être le plus utile possible, il faut un véritable observatoire du logement et du mal logement, pour répondre à toutes les questions des demandeurs sur l'offre, ou pour accompagner les situations de mal logement par rapport aux différents outils métropolitains ou associatifs.
- Enfin, il y a un enjeu sur la mobilisation du parc privé, majoritaire à l'échelle de la métropole. Certes à Vénissieux, il est minoritaire, mais il représente à la fois un potentiel de réponse à des demandeurs et aussi malheureusement la possibilité pour des profiteurs de marchandiser ce mal logement en louant des biens indignes, ou en imposant des loyers prohibitifs pour une chambre. On a connu aussi le début de développement des locations de courte durée type Airbnb qu'il faut désormais encadrer et limiter. C'est pourquoi il faudrait poursuivre l'expérience du « permis de louer » qui a commencé en centre ville pour agir sur les logements insalubres, mais il faut trouver comment s'en servir contre les marchands de sommeil dans tout le parc privé, et y compris contre la marchandisation illégale de l'hébergement dans le parc social.

Ce sont de premières idées qui ont été discutées dans la rencontre publique du 19 novembre,

n'hésitez pas à apporter vos commentaires en m'écrivant en commentaire de cet article ou par mail, ou en vous inscrivant sur le site de campagne de Michèle Picard.

Il y a un outil de la ville pour agir sur le logement qui mérite un article dédié, la SACOVIV. Je vous ferai prochainement quelques propositions dans un contexte où tout est fait pour faire disparaître les « petits » bailleurs, mais où la SACOVIV se transforme dans le groupe Habitat Réuni.

Ci-dessous un petit résumé du débat politique national sur le logement.

Tout le monde reconnaît la crise du logement, l'augmentation continue du mal logement..

La politique Macron depuis 2017 a un résultat clair : une chute historique de la production, des tensions sociales généralisées et une baisse des mobilités résidentielle et professionnelle. Quand on ne trouve pas de logement, on trouve plus difficilement un emploi, on s'installe plus difficilement en couple, et on fait plus difficilement un enfant. Et quand on survit en suroccupation, dans un squatt ou un logement insalubre, on fait plus difficilement des projets, on prend des risques, des incendies dus à des systèmes de chauffage défectueux, aux violences et aux souffrances psychologiques.

Le constat général était clairement établi [dans une émission de radiofrance récente](#) :

- Christophe Robert, délégué général de la Fondation pour le logement : « Le logement est le grand absent des politiques publiques depuis sept, huit ans. » « coupe de quatre milliards sur les APL et les bailleurs sociaux par an. »
- L'économiste Pierre Madec : « On a construit beaucoup et malgré tout les prix sont extrêmement élevés. » Car on produit peu de logements abordables : « Pour faire du logement moins cher que le marché, il faut un peu d'argent public. », « le foncier représente plus de 40 % du patrimoine immobilier des ménages, historiquement, c'était 15 %. »
- Véronique Bédague, PDG de Nexity alerte : « Il y a eu un vrai refus de considérer qu'il y avait un sujet logement dans ce pays. » « Les jeunes ont de moins en moins accès au logement, c'est un énorme sujet. »

Mais le ministre n'a qu'une préoccupation : faire sortir des locataires du parc social, vendre des logements sociaux pour les transformer en copropriété. Il répète ce que disait Macron pour la loi ELAN en 2018 : vendre un logement social, c'est financer la construction de nouveaux logements sociaux. Pourtant, la preuve est faite depuis, ça ne marche pas ! Peu de locataires peuvent acheter, et risquent de se retrouver avec des travaux nécessaires qu'ils ne pourront financer étant déjà endetté par l'achat, pendant longtemps, la copropriété sera dirigée principalement par le bailleur social, les acheteurs n'auront aucun poids sur les décisions.

Et de toute façon, les revenus médians des demandeurs de logement social et donc des locataires ne cessent de baisser, l'immense majorité ne peut acheter !

Résultat à Vénissieux, pratiquement plus de construction de logement sociaux [2], 4500 demandes en attente et

seulement 600 attributions par an, autrement dit, pour une demande satisfaite, il y a presque 8 demandes restantes ! Pour les demandes prioritaires, c'est un peu mieux, la majorité trouve une solution en un ou deux ans, mais pour les autres, c'est pire. Pour trouver un petit logement accessible et adapté au vieillissement, il y a près de 30 demandes pour une offre ! Plus généralement, la moitié des demandes sont des demandes de mutation pour un logement accessible, pour changer de quartier, pour un logement plus grand ou plus petit.

On ne peut pas s'en sortir sans construire plus, mais l'état ne finance plus le logement social, le patronat qui dirige Action Logement concentre le financement du 1% logement selon ses propres objectifs. Et même les réhabilitations pourtant urgentes sont en difficulté !

La ville ne peut modifier cette situation qui dépend de politiques nationales, d'un vrai changement pour faire du droit au logement de tous une vraie politique de l'état, mais elle est au contact des demandeurs, des locataires, des bailleurs, des associations. Comment peut-être être utile ? C'est le sujet de la première partie de cet article.

[1] baromètre du logement réalisé, le 18 novembre 2025, par Odoxa pour Nexity, BFM Business et Capital.

[2] l'état et la métropole considère que nous en avons déjà trop.